# CAHIER DES CHARGES

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé de la mission | **TRAVAUX DE DEMOLITION DES BATIMENTS EXISTANTS ET NETTOYAGE DU SITE**  **MARCHE URBAIN DE JEREMIE** |
| Bénéficiaire(s) | Ville de Jérémie |
| Pays | Haïti |
| Durée estimée des travaux | 3 mois – reconduction expresse |
| Montant estimé des travaux |  |

Acronymes

**ATLD,** Agences Techniques Locales Départementales

**CIAT,** Comité Interministériel d’Aménagement du Territoire

**EF,** Expertise France

**MICT,** Ministère de l’Intérieur et des Collectivités Territoriales

**PAEEV,** Projet d’Aménagement, d’Extension et d’Embellissement de la Ville

CAHIER DES CHARGES 1

Acronymes 2

I. Contexte et justification du besoin 4

1. Le contexte sécuritaire 4

2. Eléments d’information concernant le secteur concerné 4

3. Le programme Urbayiti 5

4. Nature des travaux de démolition des bâtiments à risque et nettoyage du marché urbain de Jérémie 7

5. Les acteurs du projet 7

II. Description de la mission 8

1. Objectif général 10

2. Résultats attendus 10

3. Approche conceptuelle et normative 10

III. Activités à mener 10

IV. Calendrier des livrables 12

V. Lieu, Durée et Modalités d'exécution 12

VI. Réunions de chantiers et compte-rendus : MoE, AMO et entreprise(s)……………………….13

VII. Suivi et Contrôle du comité technique……………………………………………….……………………….13

VIII. Informations pratiques……………………………………………….……………………………..……………….13

1. Base vie 13

2. Sécurisation du site de travaux 14

3. Equipement de protection individuelle 14

4. Salaire et Assurance 14

5. Gestion des employés journaliers 14

IX. Expertises et profils demandés 14

Annexe 1 – Format de présentation des profils d’expertise 16

1. Contexte et justification du besoin
2. Le contexte sécuritaire

La situation sécuritaire est tendue en Haïti, notamment en raison de la recrudescence de violences entre groupes armés dans plusieurs zones de Port-au-Prince.

En outre, des manifestations ont régulièrement lieu, donnant lieu à des heurts.

Depuis 2018, le pays a connu plusieurs vagues de manifestations, suite notamment à l’annonce de la hausse des prix des carburants en juillet 2018. Ces manifestations et mouvements sociaux dénoncent la cherté de la vie et réclament des comptes sur la gestion de certains programmes d’aide.

Après plusieurs épisodes de manifestations et d’émeutes, notamment trois mois de troubles entre septembre et novembre 2019, une fragile accalmie a permis la reprise des activités, avant l’irruption de la crise sanitaire liée au Covid-19.

L’assassinat du président Jovenel Moïse en 2021 n’a fait que rendre l’évolution de la situation sécuritaire encore plus incertaine.

Sur le plan politique, la situation reste incertaine. Depuis le 13 janvier 2022, en l’absence de la tenue des élections générales prévues en octobre dernier, le mandat de 119 députés et de 10 des 30 sénateurs haïtiens a pris fin.

La dégradation des conditions économiques du pays (inflation et dépréciation de la gourde), ainsi que les troubles politiques, ont fortement impacté la sécurité alimentaire d’Haïti, pays très exposé aux catastrophes naturelles, notamment à cause de sa topographie (nombreux bassins versants et zones inondables) et d’un environnement dégradé (moins de 2 % de couverture forestière).

Plus d’informations : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/haiti/>

1. Eléments d’information concernant le secteur concerné

Avec une population urbaine mondiale estimée à 54 % en 2014, et prévue à 60 % en 2030, l'urbanisation est un enjeu de développement crucial pris en compte par l'Agenda 2030 pour le développement durable, avec notamment l’objectif spécifique de rendre "les villes et les établissements humains" ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Le contexte urbain haïtien est en pleine transition d’une dominante rurale vers une dominante urbaine, avec une croissance des villes extrêmement rapide, tant en population qu'en surface. 57,3 % de la population totale habite désormais en ville, et 24 % vit dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), qui connait un accroissement extraordinaire. Sur 20 000 hectares de terres qui se sont urbanisées depuis le séisme de 2010 dans le pays, 75 % sont dans la ZMPP ; le département de l'Ouest concentrant 78 % des migrants internes.[[1]](#footnote-1)

Pour autant les enjeux d’urbanisation rapide concernent également d’autres communes du pays. Aux Cayes et à Jérémie, l’étalement urbain prend la forme de quartiers précaires sur des zones à risques (inondations, éboulements…) et sans sécurité foncière. Le séisme de 2010, et l'ouragan Matthew en 2016 ont mis en exergue les défis majeurs auxquels ces villes sont confrontées : manque de logements adéquats, d’équipements et de services urbains, taux de chômage élevé, problèmes fonciers, dégradation environnementale et insécurité croissante.

L’impact sur l’économie locale et les pertes de moyens de subsistance ont une conséquence directe sur les budgets des autorités locales, qui font face à d’importants problèmes de ressources propres. Outre des travaux structurants, il est prioritaire d’assurer une gouvernance urbaine de qualité permettant une planification stratégique tenant compte des risques potentiels et une application effective des outils, lois et règlements pour garantir un développement urbain territorial équilibré.

1. Le programme Urbayiti

Le programme Urbayiti - Gouvernance urbaine et villes résilientes est un programme de l’Etat haïtien, financé par l’Union européenne et co-financé par Expertise France, visant à contribuer au développement économique et social d’Haïti et à la résilience des populations urbaines à travers l’amélioration de la gestion et de la qualité de vie des villes.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

* OS1 – le renforcement de la gouvernance du secteur, aux niveaux national et local : structuration légale et institutionnelle du secteur, renforcement de capacités des acteurs, participation effective des citoyens et citoyennes et de la société civile à la vie urbaine ;
* OS2 – le renforcement de la résilience des villes et des populations urbaines : l'amélioration de l'accès aux services de base, la réduction des vulnérabilités économiques et sociales et l'atténuation des risques naturels permettront d'atteindre ce deuxième objectif dans les zones ciblées (Port-au-Prince, Jérémie et Les Cayes).

Le programme renforce la gouvernance du secteur urbain en intervenant à trois échelles :

* nationale pour des actions stratégiques, normatives et de développement des capacités;
* métropolitaine ou départementale pour des actions stratégiques, de formation et d’études ;
* locale pour la réalisation d’opérations d’aménagement et de renforcement des capacités (Port-au-Prince, Jérémie, Les Cayes).

Le programme Urbayiti appuie, simultanément, le Secrétariat technique du Comité interministériel à l’Aménagement du territoire (ST-CIAT) dans une démarche d’expérimentation et de réflexion visant à développer une politique nationale de la Ville ainsi que le Ministère des Travaux publics, des Transports et des Communications (MTPTC) à réformer le cadre réglementaire et à optimiser les outils existants , et de manière concertée le Ministère de l’Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT), les mairies de Port-au-Prince, des Cayes et Jérémie pour une meilleure gouvernance urbaine, tenant compte des questions environnementales et de la gestion de risques (déchets, mobilité, eaux).

Dans ce contexte, Expertise France met en œuvre la composante d’appui à la gestion urbaine au niveau local et à la réalisation d’opérations municipales en appui au MICT et aux mairies de Port-au-Prince, de Jérémie et des Cayes.

En sus, des actions spécifiques de renforcement de la maîtrise d’ouvrage communale ont été réalisées avec l’appui d’Expertise France : réalisation de PAEEV, équipements des services, élaboration d’un guide sur la maîtrise d’ouvrage locale, formation, etc.

## Les plus grands défis à relever dans le cadre du programme sont les suivants :

* **la gestion urbaine locale** - la capacité des acteurs locaux à gérer leur territoire est un enjeu central : planification urbaine, règlementation/plan de zonage, contrôle pour faire respecter cette réglementation (délivrance des permis de construire) et enfin maîtrise d’ouvrage municipale (mise en œuvre de projets, réalisation d’équipements). L’enjeu du renforcement est de répondre au manque de ressources financières et de compétences. La fragilité des équipes municipales et les procédures des bailleurs limitent les opportunités de mettre en pratique l’objectif affirmé par tous de permettre aux mairies d’être les principaux acteurs de leur développement.
* **les aménagements urbains et opérations municipales** (construction d’équipements publics éducatifs, sanitaires, commerciaux, sportifs, aménagement d’espaces publics, réhabilitation et protection du patrimoine, etc.) sont des questions qui concernent différents secteurs et donc différents acteurs (ministères/directions départementales, etc.). Les décisions d’investissement encore centralisées donnent lieu à des interventions isolées et déconnectées d’une vision locale d’ensemble.

Les liens entre les différents acteurs doivent donc impérativement être renforcés, en particulier autour d’une meilleure connaissance des plans de développement locaux stratégiques et urbains pour une vision partagée et des interventions coordonnées. Expertise France, à travers le programme Urbayiti, appuie l’élaboration de Plan d'Aménagement, d’Extension et d’Embellissement des villes (**PAEEV**) des Cayes et de Jérémie.

* **la maîtrise d’ouvrage** - les communes passent de nombreux marchés mais en général pour des activités d’apaisement social ou l’organisation des fêtes patronales. Cependant, les bonnes pratiques de maîtrise d’ouvrage sont peu fréquentes en matière de rigueur et de transparence dans la passation, l’octroi et le suivi des marchés ainsi que la gestion des réalisations. L’absence de fonds d’investissement a souvent limité l’exercice de cette compétence qui s’est ensuite développée selon la compréhension des élus, en l’absence de contrôle rigoureux.

Dans le cadre de sa composante relative à la mise en œuvre d’opérations d’aménagement urbain, la mairie de Jérémie a identifié, sur la base de son PAEEV et de manière participative et en cohérence avec les ressources disponibles, l’amélioration des infrastructures de marchés comme des projets prioritaires. La première étape consiste à démolir tous les bâtis à risque et vider la zone des déchets en tout genre.

1. Nature des travaux de démolition des bâtiments à risque et nettoyage du marché urbain de Jérémie

Le marché de Jérémie se présente comme un espace de vente de détail ou semi-grossiste, qui remplit une fonction essentiellement de consommation. Il est achalandé de produits alimentaires de base. Les produits agricoles y sont commercialisés mais en volume réduit. Une section de boucherie fonctionne quotidiennement. D’autres produits non alimentaires s’y trouvent comme les vêtements, les chaussures et les produits cosmétiques. Le fonctionnement est périodique avec un régime horaire de 8 à 12 heures.

Parmi les acteurs qui animent ce lieu, on retrouve des semi-grossistes, des saras locales, des revendeurs, des détaillants et des bouchers. Deux catégories de transactions y sont effectuées : le semi-gros et le détail.

Afin d’améliorer les conditions de travail des marchands, d’offrir une expérience plus saine et agréable pour les acheteurs, et afin de remodeler l’espace pour permettre à la mairie d’envisager la reconstruction d’un nouveau type de marché, Expertise France souhaite réaliser des travaux de la démolition et nettoyage du marché actuel.

1. Les acteurs du projet

Les acteurs directs du projet sont les suivants :

* La **mairie de Jérémie** est le maitre d’ouvrage. Elle est l’entité porteuse du besoin, maîtrise l’idée de base du projet et exprime les besoins sans avoir l’ensemble des compétences techniques nécessaires à la réalisation de telles opérations de travaux.
* **Expertise France** : en tant que bailleur délégué de la DUE, l’Agence assure la bonne gestion des fonds et est responsable de la mise en œuvre les activités du projet. A ce titre, elle joue le rôle d’assistance à maîtrise d’ouvrage de la mairie de Jérémie. Elle est chargée de faire l’interface entre le maître d’œuvre et le maître d’ouvrage afin d’aider ce dernier à définir clairement ses besoins et de vérifier auprès du maître d’œuvre si l’objectif est techniquement réalisable. Expertise France passera le marché pour la démolition et le nettoyage pour le compte de la mairie et s’assurera de leur bonne exécution jusqu’à la remise du terrain en état propre à la mairie.
* Le **maître d’œuvre** est l’entité retenue par le maître d’ouvrage délégué pour la réalisation de la mission dans les conditions de délais, de qualité et de coûts fixées par ce dernier conformément à un contrat. Il conçoit les plans, organise, coordonne, supervise, les différents corps de métier qui travaillent et livre le projet une fois terminé. Il est chargé du bon déroulement des travaux.
* **Entreprises : L’entrepreneur** est celui qui prend en charge la réalisation des travaux. Selon le mode de réalisation du projet, il peut y avoir plus d’un entrepreneur. Il doit :
* respecter les délais;
* réaliser un travail de qualité dans le respect des obligations contractuelles;
* gérer les coûts, les échéanciers et assurer la qualité du travail de ses sous-traitants et de ses fournisseurs;
* répondre aux obligations établies par les documents contractuels;
* réaliser les travaux définis dans son contrat;
* assurer l'intégrité et la sécurité des ouvrages et de l’environnement des travaux.
* Le **comité technique** assure le suivi technique auprès du maître d’œuvre et des entreprises depuis l’élaboration des études techniques jusqu’à la finalisation des travaux. Créé de manière ad hoc, il sera composé de :
  + un cadre technique de la mairie de Jérémie (de manière préférentielle, directeur des travaux et le directeur des équipements collectifs ou génie municipal) ;
  + un cadre technique des ATLDs ;
  + des représentants d’EF ;
  + Un cadre de la direction départementale des travaux publics ;
  + Un cadre de la direction départementale de l’environnement.

L’entrepreneur se conformera aux instructions qui lui sont données par le maître d’œuvre et Expertise France concernant : le programme des travaux, les délais, l’ordre d’urgence et les modalités d’exécution des travaux.

1. Description de la mission

**ANTECEDENTS**

La ville Jérémie, surnommée « la cité des poètes », est le chef-lieu du département de la Grande-Anse. La commune est située à l’extrême ouest du pays, sur la rive nord de la péninsule de Tiburon - appelée également la Presqu’île du Sud - et au nord du massif de la Hotte. Jérémie regroupe l’ensemble des services publics et l’administration décentralisée du département. La ville bénéficie d’une activité agricole sur son territoire et joue le rôle de plaque tournante de la production agricole venue du département. La ville de Jérémie est également le premier marché du département qui alimente l’ensemble des marchés des sections communales et des communes voisines.

Le nombre de vendeurs du marché surpasse la capacité du site depuis longtemps. De nombreux vendeurs se sont installés dans les rues avoisinantes, et à l’extérieur de l’abris car ce dernier présente des dommages structurels très graves et préoccupants. L’extension du marché actuel ne respecte pas les limites spatiales prévues dans le PAEEV et va au-delà des limites sécures, il s’étend dans la ville sans contrôle.

Ce projet de réhabilitation urbaine a pour objectif central de maintenir l’activité économique et commerciale du marché de Jérémie, dans la mesure du possible, tout au long des travaux Le but est de fournir un marché accessible à tous et pour tous. Les vendeurs doivent pouvoir mener leurs activités économiques dans un site sécure, aménagé et comprenant les services de base (approvisionnement en eau et assainissement, électricité, gestion des déchets). Il est question d’optimiser l’utilisation de l’espace et réduire la surface actuelle du marché sans impacter les activités habituelles des commerçants.

Ce Cahier des Charges Techniques présente les prescriptions techniques, générales et détaillées, pour l'exécution des travaux nécessaires à la mise en œuvre du nettoyage du site. Le document doit être lu en conjonction avec tous les autres documents de projet, en particulier les dessins, les rapports descriptifs, la décomposition du prix global et les notes de calcul. « Ce CAHIER est complémentaire des dossiers d'exécution ».

**LOCALISATION DU PROJET**

Le site du marché urbain de Jérémie est localisé sur le littoral de la ville de Jérémie, et est directement relié à la mer. Il se positionne sur les roches à un niveau surélevé par rapport à la mer (+6,00). Cependant, nous notons que malgré la proximité géographique, le site n’est pas connecté à la mer avec un faible risque de submersion marine.



La localisation du site du projet.

**ACCESSIBILITE**

Le local du marché centre urbain de Jérémie a deux (2) accès existants depuis l'avenue Simon Duvalier.

**LE PROJET**

1. Objectif général

La mission vise à assurer, pour le compte de la mairie de Jérémie la démolition des bâtiments à risques et le nettoyage du marché urbain à Jérémie.

L’enjeu est de fournir à la mairie, bénéficiaire de l’ouvrage, toute l’assistance technique nécessaire à la bonne réalisation des opérations identifiées.

1. Résultats attendus

Les travaux de démolition des bâtiments existants et d’assainissement du site sont approuvés par le maitre d’ouvrage.

1. Approche conceptuelle et normative

Le prestataire réalisera sa mission conformément aux normes techniques en vigueur et selon le respect des règles de l'art. Le projet respecte les principes fondamentaux que sont :

* **la sûreté et la sécurité** : ces concepts constituent une variable importante du fonctionnement général des espaces publics. Les normes de travaux sur les marchés en tant qu’espace public, doivent prendre en compte les critères de sécurité et de sûreté qui renvoient à l’établissement des principes garantissant le fonctionnement et l’intégrité des opérateurs, la viabilité et la protection physique des marchands et marchandises.
* **la durabilité** : les marchés doivent être capables de rendre les activités économiques pérennes et durables. Cette durabilité fait référence à la capacité des infrastructures à réduire leurs impacts sur l’environnement, tout en maintenant un niveau de gestion optimal capable de pérenniser les services.
* **l’accessibilité :** capacité du site à favoriser l’accueil, l’entrée et la circulation des marchandises et des visiteurs en tous points du marché. Ces aménagements doivent permettre à tous de se déplacer de manière autonome et sécurisée.
* **la salubrité** : indique l’ensemble des conditions managériales et techniques visant à garantir l’hygiène et la propreté au sein des marchés.
* **la perméabilité** : ce critère fait référence aux éléments de visibilité, d’attractivité, d’éclairage et de mobilité du site. Elle indique la faculté des sites de marché à faciliter la circulation des personnes, les transactions dans le confort requis, et la présentabilité des produits en tout temps et dans n’importe quel point du marché.

1. Activités à mener

Travaux de démolitions

Le prestataire réalisera en collaboration avec la mairie de Jérémie et la direction départementale des travaux publics l’évacuation de l’ensemble des déchets présents sur le site dans un premier temps, avant d’effectuer la démolition des ouvrages existants sur le site, en prenant bien soin de protéger les parties à conserver (les clôtures) et évacuer en un lieu de dépôt les matériaux provenant de la démolition.

La zone d’évacuation des déchets et le lieu de dépôt des matériaux seront définis et approuvés par la maitrise d’ouvrage qui fournira les documents d’autorisation nécessaires (autorisation de la mairie de Jérémie et de la direction départementale de l’environnement) à l’entreprise. Le dépôt de déchets dans ce lieu n’affectera pas la sécurité et la santé des utilisateurs du site.

L’entreprise devra démolir tous bâtiments, clôtures, fondations, fragments de mur et tous les autres ouvrages qui se trouvent dans l’emprise de la zone définie par le maitre d’ouvrage.

Cette activité consiste en :

* La démolition des murs en maçonnerie de blocs creux, en clôture, avec marteau piqueur, et chargement manuel des décombres dans le camion y compris la démolition de la fondation et autres.
* Le débroussaillage et nettoyage du terrain de topographie avec dénivellations minimales, avec des moyens mécaniques. Ceci comprend les travaux nécessaires pour retirer des zones définies par la maitrise d’ouvrage : petites plantes, mauvaises herbes, buissons, bois morts, décombres, purges, déchets et tout autre matériau existant, jusqu'à une épaisseur au moins égale à l'épaisseur de la couche de terre végétale, en considérant comme minimum 25 cm. Ceci inclus le chargement dans le camion, l'abattage des arbres et le transport des matériaux et déchet enlevés.

La topographie naturelle du sol sera préservée le plus possible pour maintenir la végétation et réduire les risques de glissement de terrain et inondations.

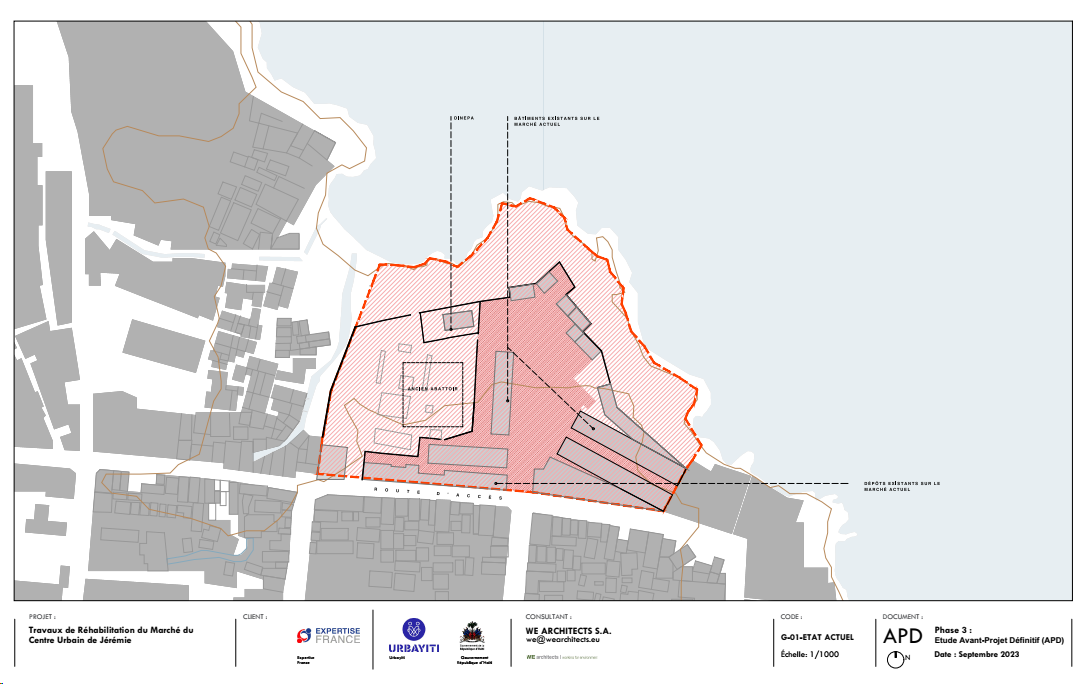
De façon générale, et sans s’y limiter, les travaux faisant l’objet du présent contrat comprennent les équipements, le matériel, les services et la main-d’œuvre requis pour compléter les éléments suivants :

De façon générale, et sans s’y limiter, les travaux faisant l’objet du présent contrat comprennent les équipements, le matériel, les services et la main-d’œuvre requis pour compléter les éléments suivants :

* La démolition des bâtis en place dont les fondations de béton existantes
* Démolition et tri des débris avec disposition de tous les déchets de démolition (matériaux considérés dangereux et non dangereux) selon les normes et règlements en vigueurs. Aucun paiement additionnel ne sera autorisé.
* Enlèvement, manutention (nettoyage, chargement, déchargement) et transport
* Application toutes les mesures d’atténuation présentées dans le rapport d’évaluation des effets environnementaux fourni.
* Préservation des arbres identifiés par la maitrise d’ouvrage.
* Extraction des troncs et racines des arbres coupés dans les zones où le bâtiment doit être construit ; arbres indiqués par la maitrise d’ouvrage.

La démolition par brûlage est interdite.

Le chantier sera clôturé et l’accès limité aux employés de l’Entrepreneur, sauf sur autorisation de l’Entrepreneur. Une clôture sécurisée devra être érigée de façon à protéger l’accès au site, en prenant en considération les différentes activités ayant lieu sur le site en cours de chantier.



Livrables :

* Rapport d’état d’avancement des travaux
* Rapport de fin des travaux
* Rapport de réception définitive des travaux
* Rapport d’évaluation d’impacts environnementaux

1. **Calendrier des livrables**

L’ensemble de la démolition et nettoyage du site par le prestataire sera effectuée sur une période de 90 jours après la date de la notification du contrat.

1. **Lieu, Durée et Modalités d’exécution**
   1. Lieux d’exécution destravaux : Marché de Jérémie, **Commune de Jérémie**, département de la Grand ’Anse
   2. Démarrage des travaux **: Mai 2023**
   3. Durée prévisionnelle d’exécution des travaux **: 3 mois** avecreconduction expresse
2. **Réunion de chantiers et compte rendu : MoE, AMO et entreprise(s)**

Une réunion de chantier sera organisée avec une fréquence hebdomadaire. Cette réunion permettra de faire un suivi détaillé de l’avancement des travaux. Toutefois, Expertise France se réserve le droit de convoquer une réunion inopinée si cela est jugé nécessaire.

Un compte rendu (suivant le modèle fourni) sera remis par la maitrise d’œuvre par mail aux participants de la réunion de chantier au maximum 2 jours après chaque réunion de chantier.

1. **Suivi et contrôle du comité technique**

En cas de désaccord entre le MoE et l’entreprise, EF se réserve le droit de commanditer un contrôle externe.

Une réunion de chantier avec le comité technique sera organisée avec une fréquence bimensuelle.

Un compte rendu sera remis par EF par mail au maximum 3 jours après chaque réunion de chantier.

L’entreprise devra transmettre au comité de suivi des travaux des rapports mensuels comprenant :

* Les attachements et situation des prestations exécutés et contrôlés par le représentant d’Expertise France ;
* Les décomptes des travaux ;
* Les comptes rendus des réunions de chantier ;
* Un compte-rendu de la réalisation technique et financière du chantier.

1. **Informations pratiques**

La visite de site est nécessaire et obligatoire.

* 1. **Base vie**

L’attributaire du contrat mettra en place les installations de chantier conformément aux règles en vigueur en Haiti, inclus une toilette de chantier, un dépôt et dans la mesure du possible un bureau de chantier. Ces installations comprennent des sanitaires de chantier.

Les frais de consommation et de maintenance de tous les équipements de la base vie (entretien, réparation, ménage, etc.) sont réputés intégrés dans les prix rémunérant les installations de chantier.

* 1. **Sécurisation du site de travaux**

La situation générale prévalant dans le pays et les spécificités du projet font que les aspects sécuritaires revêtent un caractère primordial pour la réussite de cette activité. Les besoins de sécurisation du site et de l’accès au site devront être identifiés, pris en compte par l’entreprise lors de l’élaboration de son offre et seront de la responsabilité de l’entreprise.

Par ailleurs, les besoins de détournement de la voie durant le temps des travaux devront également être identifiés et si besoin des propositions devront être prises en compte par l’entreprise et comprises dans son offre.

L’Entrepreneur est responsable de la sécurité de tous les biens, matériaux et équipements présents sur le site et s’engage à prendre les mesures appropriées pour la protection contre les vols et tout autre dommage.

L’Entrepreneur est responsable et s’engage à défendre et indemniser EF contre toute dépense, tout dommage, toute responsabilité, perte, réclamation, demande ou procédure légale découlant de tout dommage, y compris corporel ou décès de personne, survenu au cours des Travaux ou causé par l’exécution des Travaux.

* 1. **Equipement de protection individuelle**

L’entreprise doit fournir l’ensemble des EPI nécessaires à la sécurité des ouvriers et visiteurs amenés à se trouver sur le site du chantier.

* 1. **Salaire et Assurance**

L’entreprise se doit de payer en temps et en heure ses ouvriers afin d’éviter tout retard lié à un mécontentement social.

Les salaires devront suivre au minimum le salaire minimal incluant les assurances type OFATMA.

* 1. **Gestion des employés journaliers**

L’entreprise doit être en capacité de gérer un « système d’embauche sociale » lié à la zone. Il devra organiser des roulements de recrutements équitables des employés journaliers : en prenant contact avec les représentants locaux pour faire tourner les journaliers de manière équitables.

1. Expertises et profils demandés

Le prestataire doit être une entreprise constituée depuis au moins dix ans avec une expertise avérée en matière de réhabilitation et de construction de bâtiments publics et ayant réalisé des expériences similaires.

Le prestataire mettra au point l’organigramme selon les besoins et la répartition géographique des sites du projet concerné par la mission.

La mission du prestataire sera placée sous la responsabilité d’un chef de mission qui sera l’interlocuteur principal d’Expertise France.

Le personnel clé de la mission sera spécifiquement composée comme suit :

* Un chef de mission qui devra avoir les qualifications minimales suivantes :
* Diplôme supérieur en ingénierie, urbanisme, architecture ou domaines connexes de niveau Bac+5 ou équivalent
* Justifier d’une expérience professionnelle de 5 ans dans le domaine de l’urbanisme, des bâtiments publics ou des travaux publics ou de voirie.
* Justifier d’au moins 2 expériences dans la conduite de missions d’appui de même nature (démolition ou construction d’équipements publics) ;
* Une expérience en Haïti ou dans la région caribéenne serait un atout ;
* La maîtrise de la langue française (parlé et écrit) est obligatoire. La maîtrise de la langue créole est appréciée.

Par ailleurs, les expertises suivantes seront nécessaires à la réalisation de la mission :

* Technicien en bâtiment, justifiant d’une expérience professionnelle de dix (10) ans au moins et dans la construction et la démolition des bâtiments publics) ;
* Opérateur d’engins lourds, justifiant d’une expérience professionnelle de dix (10) ans au moins ;
* Spécialiste mobilisation communautaire ou social engineering, justifiant d’une expérience professionnelle en Haïti de cinq (5) ans au moins

Seules seront prises en compte dans l’évaluation de l’expérience des experts clés, les références incluant les contacts e-mail et téléphoniques du client ou bénéficiaire final pour le compte duquel elles ont été réalisées. Les curriculums vitae doivent être présentés conformément au modèle figurant en annexe du dossier d’appel d’offres.

**Moyens logistiques et fonctionnement de la mission**

Il est entendu que le prestataire fait son affaire de tous les frais de fonctionnement et de toute la logistique qu’il devra mettre en œuvre pour la réalisation complète de ses prestations, dans les délais définis. Il devra doter ses experts de tous les moyens logistiques ainsi que du matériel de contrôle requis devant leur permettre de mener à bien leur mission.

Le prestataire devra fournir une liste des machines à disposition de l’entreprise qui pourront être utilisées pour la bonne réalisation de ces travaux.

Le prestataire pourra prévoir un bureau de chantier sur les sites du projet et à sa charge.

Annexe 1 – Exemple de format de présentation des profils d’expertise

CURRICULUM VITAE

**Rôle proposé dans le projet :**

1. **Nom de famille:**
2. **Prénoms:**
3. **Date de naissance:**
4. **Nationalité:**
5. **Etat civil:**
6. **Formation :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Institution (Date de – Date à)** | **Diplôme(s) / Certificats obtenus** |
|  |  |
|  |  |

1. **Compétences linguistiques: (1 – excellent; 5 – basique)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Langue** | **Lu** | **Parlé** | **Ecrit** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. **Adhésion à des corps professionnels:**
2. **Autres compétences:**
3. **Situation présente:**
4. **Ancienneté auprès de l’employeur**:
5. **Qualifications principales (pertinentes pour le projet):**
6. **Expérience spécifique dans la région:**

|  |  |
| --- | --- |
| **Pays** | **Date début – Date fin** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

1. **Expérience professionnelle**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Dates début et fin** | **Lieu** | **Employeur et personne de référence (nom & coordonnées)** | **Poste** | **Description** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

1. **Autres informations pertinentes (p. ex. références de publication)**

1. Source: Own calculations based on World bank / World development indicators [↑](#footnote-ref-1)